

# DIALOGUE

La lettre d'information de DIAL

N° 51

Octobre 2018

## Focus :

### L'énigme de l'effondrement économique malgache au prisme des sciences sociales.

Avec un PIB par tête estimé à 450 dollars en 2017, et un taux de pauvreté monétaire abyssal<sup>1</sup>, Madagascar est aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres du monde. Pourtant, rien ne le prédestinait à un tel dramatique destin, bien au contraire. Non seulement le PIB par tête n'a cessé de reculer depuis 1960, mais à chaque fois que le pays s'est engagé sur un sentier de croissance, celle-ci a été brutalement interrompue par une crise de nature socio-politique, venant mettre à bas les espoirs qu'elle avait suscités. En fait, la trajectoire économique de long terme de Madagascar constitue un véritable mystère, qui au-delà du cas spécifique interroge plus largement les ressorts même de la divergence des processus de développement observés au niveau mondial.

Investis depuis le milieu des années 1990 dans des recherches ciblées à et sur Madagascar, nous avons initié, depuis le début des années 2010, un programme de recherche visant à apporter des éléments d'explication à ce mystère dont on est bien en peine de trouver des équivalents dans le monde. Dans une perspective proche de celle initiée au début du XX<sup>ème</sup> siècle par l'école des Annales, ce programme ambitionne de produire une analyse intégrée de la trajectoire malgache, en mobilisant et confondant les apports de l'histoire, de la sociologie, de l'économie et de la science politique. Capitalisant sur les travaux que nous avons menés sur Madagascar depuis un quart de siècle, et sollicitant dans son sillage plus de 25 chercheurs de disciplines différentes (économie, sociologie, histoire, science politique, droit, anthropologie), ce programme se déploie dans plusieurs dimensions (Razafindrakoto et alii, [2014a](#), [2017a](#) et [2018a](#))<sup>2</sup>. Il vise d'abord à documenter et caractériser le plus finement possible la trajectoire économique de long terme. Croisant les regards disciplinaires, les méthodes et les niveaux d'analyse, il se propose ensuite de produire un modèle d'intelligibilité de cette trajectoire, en en recherchant les caractéristiques structurelles et en en mettant à jour les mécanismes. Reconnaisant enfin la singularité et la complexité des faits historiques, il impulse des études spécifiques centrées sur des acteurs clés du développement de Madagascar (élites, diaspora, citoyens).

<sup>1</sup> D'après les données de la Banque mondiale, le taux d'extrême pauvreté, mesuré sur la base de 1,9 dollars (en parité de pouvoir d'achat) est estimé à 76 % en 2017.

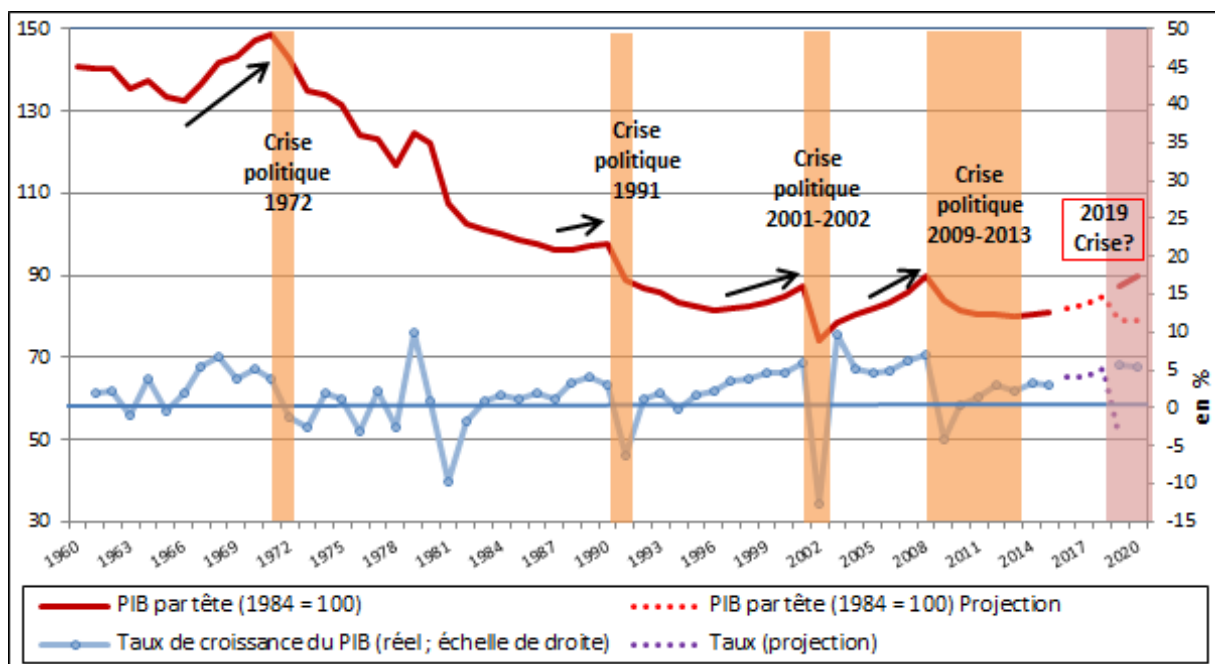
<sup>2</sup> Notons que le précédent numéro de *Dialogue* consacré à Madagascar, qui est paru en 2010, avait déjà mis en avant le caractère collectif des travaux de DIAL sur ce pays ([Wachsberger, 2010](#)).



DIALOGUE  
est une publication  
de DIAL

Notre démarche spécifique articule étroitement nos recherches en partenariat autour de quatre piliers (voir schéma) : 1) la production de données statistiques avec l'élaboration et la mise en œuvre de méthodologies d'enquêtes originales lorsque les données sont lacunaires ; 2) une composante analytique mobilisant une connaissance approfondie du contexte et du terrain pour aborder des préoccupations macro (à l'échelle nationale) et éclairer les politiques publiques ; 3) une composante importante de formation, qui s'inscrit aussi bien dans le cursus universitaires (masters, doctorats), que dans des programmes de formation continue de cadres et d'experts des pays du Sud (et du Nord) ; 4) enfin, une dimension d'information, de diffusion et de communication non seulement au niveau académique mais également en direction d'une audience plus large constituée des décideurs politiques, des médias, de la société civile et de l'opinion publique en général, en priorité à Madagascar, avec pour vocation principale d'informer le débat démocratique. Dans ce cadre, ce programme a également donné lieu à différents types de formation (encadrements de thèse ou de mémoires de master, l'université d'hiver austral en sciences sociales « Tany Vao Madagascar » en 2016 et en 2018) puis à de multiples conférences auprès d'un large public.

### Le mystère malgache : croissance et crises socio-politiques 1960-2016



Source: INSTAT (2018), Indicateurs du développement dans le monde (2017) ; calculs des auteurs. In [Razafindrakoto et al., 2017a](#)). Note : PIB par tête en FMG constant de 1984.

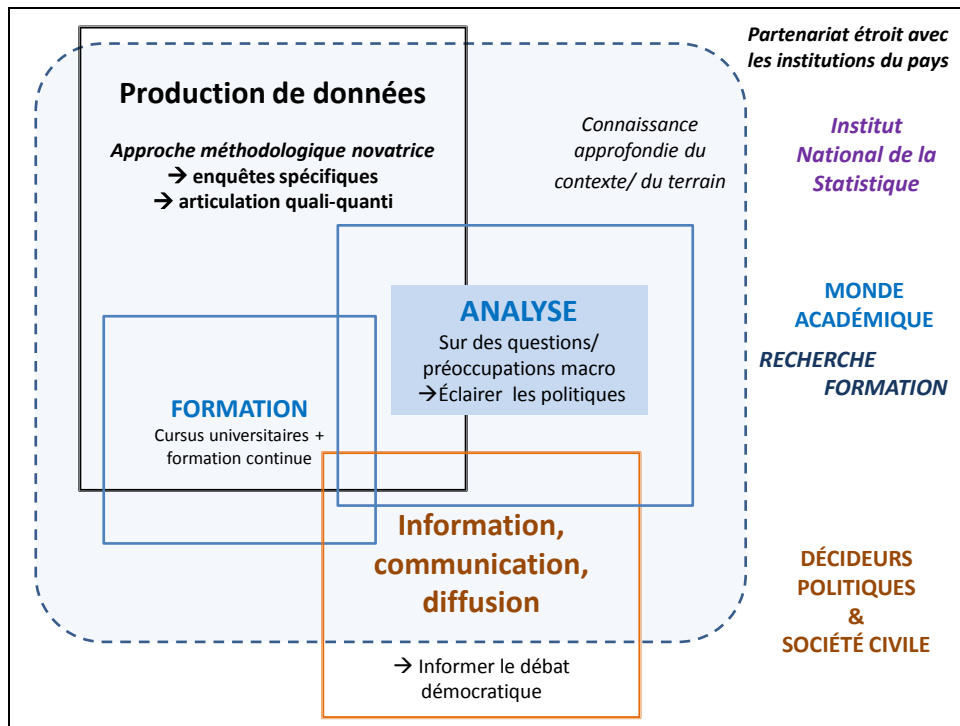
## 1. Documenter et caractériser la trajectoire économique de long terme

S'il existe une certaine tradition historique à (et sur) Madagascar, celle-ci traite plutôt du politique et du religieux, les questions économiques n'étant abordées que de façon marginale. A l'instar de la plupart des pays pauvres, les sources écrites disponibles sur l'économie de Madagascar sont, elles, terriblement parcellaires. De surcroît, les données quantitatives de type macro-économique (quasiment inexistantes avant 1960 et lacunaires depuis), y compris les plus récentes, sont très souvent sujettes à caution. Ces limites sont sérieuses mais elles peuvent être repoussées.

Par exemple, pour asseoir le diagnostic de la décroissance malgache (*l'énigme*) et de la conjonction des crises politiques et des phases de reprise économiques (*le paradoxe*), nous avons mobilisé une pluralité de sources d'informations, afin d'opérer une triangulation des données. Le diagnostic a d'abord été posé à partir des données de PIB calculées par l'institut national de la statistique de

Madagascar (INSTAT), puis compilées dans les grandes bases de données internationales, comme les *World Development Indicators* de la Banque mondiale, les *Penn Tables* ou encore les séries établies par Maddison et son équipe de l'université de Groningen, qui constituent les trois principales sources de référence à l'échelle mondiale. Dans le cas africain, ces données ont été très sévèrement critiquées pour leur manque de fiabilité et de transparence (Jerven, 2010, 2011, 2015). Madagascar n'échappe évidemment pas à cette critique. La mobilisation des enquêtes sur la consommation des ménages a alors constitué une deuxième piste de validation du diagnostic. Elle présente un double intérêt : d'une part, les enquêtes étant totalement indépendantes de la comptabilité nationale (qui ne les a jamais utilisées), c'est une façon de trianguler, de confronter les sources d'information afin de poser un diagnostic robuste ; d'autre part, par nature, les enquêtes reflètent mieux le niveau de vie des populations que le PIB par tête dont un certain nombre de composantes (investissement privé et public, etc.) ne reviennent pas aux ménages. Il ressort en premier lieu de ces analyses que le niveau de vie des Malgaches a effectivement baissé depuis l'indépendance. En second lieu, les périodes de reprise semblent avoir été bien réelles, et pas seulement des artefacts statistiques. Finalement et au-delà des différences observées dans l'intensité du phénomène, les deux sources de données (comptabilité nationale et enquêtes) convergent pour confirmer l'existence réelle de l'énigme et du paradoxe malgaches ([Razafindrakoto et al., 2017a](#)).

### *Démarche et approche méthodologique*



Source : Razafindrakoto (2017)

En complément de la mobilisation des enquêtes auprès des populations, ce programme incite aussi à recourir aux méthodes historiques pour mieux établir les faits économiques de long terme, une perspective encore bien rare à Madagascar. Cette approche a été adoptée par Samuel Sanchez, post-doctorant à Dial en 2016-2017 et maître de conférences en histoire de l'Afrique à l'université de Paris. L'analyse de diverses ressources documentaires tirées des archives malgaches et françaises (documentations mercuriales, archives des douanes, registres de ressources fiscales de l'Etat malgache, ...) lui permet par exemple de retracer le poids durable de l'extraversion « illibérale » impulsée par la colonisation sur la fiscalité, caractérisée par la faiblesse des taux de pression fiscale et l'étroitesse de la base d'imposition (Sanchez, 2018).

Enfin, si l'imperfection des données macroéconomiques existantes fait peser un doute sur la capacité explicative des modèles économétriques les mobilisant, ces données peuvent néanmoins être utilisées de façon prudente et raisonnée, pour caractériser les grands traits du fonctionnement économique de long terme. C'est l'option choisie par Alain D'Hoore, économiste principal à la Banque mondiale, en poste à Madagascar de 2011 à 2013 et qui a participé à l'ouvrage collectif ([Razafindrakoto et al., 2018a](#)). Procédant méthodiquement à une collection de faits économiques tirés des *World Development Indicators* (WDI) dont il discute la pertinence, il met en évidence deux caractéristiques majeures : l'introduction et le maintien prolongé de distorsions sur l'agriculture de marché et l'insuffisance persistante de l'investissement public (D'Hoore, 2018). C'est aussi l'objectif de David Naudet, directeur de l'agence de l'AFD à Madagascar de 2012 à 2016, et de Linda Rua, doctorante en économie à Dial à partir l'analyse du profil de la dépense publique et de sa dynamique à Madagascar, et en mobilisant des données moins sujettes à caution. Leur contribution dans l'ouvrage collectif révèle que le secteur public malgache est un des plus limités au monde en raison de recettes fiscales structurellement faibles et d'une aide publique au développement significativement inférieure à l'aide théorique que le pays pourrait recevoir compte tenu de ses caractéristiques (faisant de Madagascar un des pays les plus sous-aidés au monde) (Naudet et Rua, 2018).

## **2. Produire un modèle d'intelligibilité de la trajectoire économique longue de Madagascar**

La comparaison avec un certain nombre de pays d'Afrique permet de prendre une mesure plus palpable de l'échec malgache. En dépit de variations plus marquées au Cameroun et en Côte d'Ivoire, ces deux pays ont réussi à enclencher des processus durables de croissance ce dont Madagascar s'est révélé incapable. Madagascar ne souffre pas non plus la comparaison avec le Bénin et le Burkina Faso, pourtant infiniment moins bien dotés à tous points de vue. En dollars courants, le PIB par tête de la Grande Ile était deux fois plus élevé que celui du Burkina Faso en 1960. Cinquante ans plus tard, il lui était de 33% inférieur. Le retard du Bénin qui était de 30% à l'Indépendance s'est transformé en un avantage de près du double en fin de période. En moyenne ces deux pays, piètres performeurs à l'échelle mondiale, ont crû environ trois fois plus vite que Madagascar. La trajectoire malgache est donc très spécifique et il convient d'en rechercher les explications.

### ***Les théories courantes ne fonctionnent pas***

Dans un premier temps, nous avons mobilisé la boîte à outil élaborée par les économistes, à savoir la théorie de la croissance et du développement dans ses différentes déclinaisons. Ainsi, nous avons balayé un large spectre de déterminants possibles (*the usual suspects*), pour apprécier si en première analyse la dynamique de certains d'entre eux est suffisamment spécifique et déficiente pour servir de coupable potentiel pour expliquer le mal malgache (Razafindrakoto *et alii*, [2015](#) et [2017a](#)). Or, ces facteurs généralement invoqués par les théories du développement sont apparus impuissants à expliquer la contreperformance malgache sur longue période.

Celle-ci apparaît d'abord aberrante à l'aune des "circonstances" favorables dont ce pays jouit : un pays aux frontières naturelles, riche en terres arables et en ressources minières et ligneuses, bénéficiant d'une unicité culturelle et linguistique et d'une pression anthropique limitée, soit autant d'avantages structurels (agro-climatiques, humains et politiques) que de nombreux pays pauvres (notamment ceux de la zone soudano-sahélienne) ne peuvent que lui envier.

Les choix de politiques économiques ne permettent pas non plus de comprendre la trajectoire malgache. Madagascar a en effet exploré successivement la plupart des options (substitutions aux importations, ajustement structurel - croissance tirée par les exportations et les investissements étrangers -, lutte contre la pauvreté) et s'est globalement inscrite dans la lignée des politiques certes

contradictoires mais recommandées par les bailleurs de fonds sans déviance majeure par rapports aux autres pays en développement (PED) africains notamment.

L'échec économique de Madagascar ne s'explique pas plus par la faiblesse structurelle de ses institutions. D'une part, le système institutionnel était à l'indépendance plutôt plus solide que dans d'autres PED comparables. D'autre part, Madagascar a montré à plusieurs reprises sa capacité institutionnelle de régulation (dans la sphère économique, succès continental exceptionnel des zones franches de 1995 à 2001 ; dans la sphère bureaucratique, performances en matière de lutte contre la corruption bureaucratique entre 1995 à 2005 ; dans la sphère politique, double alternance démocratique lors des deux scrutins libres successifs de 1993 et 1996).

Enfin, la diversité ethnique, mise en avant dans de nombreux travaux dans la lignée d'Easterly et Levine (1997) pour expliquer la contreperformance africaine n'est pas non plus une clef du système malgache. Madagascar est l'un des pays où la dimension ethnique dans la vie politique et économique est la moins marquée sur le continent.

### ***Une approche intégrée d'économie politique***

L'incapacité à expliquer la spécificité de la trajectoire malgache à partir d'une approche purement economiciste pointe finalement la nécessité d'une étude intégrée d'économie politique. Dans ce registre, le cadre conceptuel proposé par North et ses coauteurs (2009 et 2012) sur la nature des *États naturels* et les *ordres d'accès ouvert* apparaît tout à fait stimulant. En effet, la concomitance entre périodes d'expansion économique et crises politiques laisse supposer qu'une des sources essentielles des difficultés rencontrées par le pays pourrait être sa faible capacité à instaurer un consensus politique stable autour des processus d'accumulation et des modes de répartition des richesses. Dans cette hypothèse, tenter de comprendre *l'énigme* et *le paradoxe* malgaches nécessite non seulement d'analyser les mécanismes économiques en œuvre mais aussi de prendre en compte les éléments du contexte socio-politique dans lesquels ils se déploient. Les jeux de pouvoir, les élites et les institutions qu'elles façonnent à leur profit sont évidemment au cœur de ce complexe.

Une telle hypothèse invite à opérer une relecture de l'histoire longue en appliquant une grille d'analyse d'économie politique : quels sont les acteurs en présence à chaque période et quels liens entretiennent-ils les uns aux autres, quelles sont les principales sources de pouvoir et de richesse, quelles sont les institutions qui contribuent à la régulation sociale, quelles sont les contradictions du système ? Or, s'il existe de nombreux ouvrages portant sur l'histoire et la société malgache, très peu d'entre eux ont adopté une telle perspective. Le plus souvent, l'histoire culturelle, l'histoire économique - d'ailleurs singulièrement lacunaire - et l'histoire politique sont traitées de façon indépendante les unes des autres. Rares sont par ailleurs les travaux qui produisent une analyse de très long-terme. Le programme s'est ainsi d'abord attaché à cette relecture de l'histoire à l'aune des concepts d'économie politique ([Razafindrakoto et al., 2014b](#)).

Associée à la mobilisation des enquêtes auprès des ménages dont il a été fait mention précédemment (enquêtes existantes ou enquêtes *ad-hoc* menées dans le cadre de cette recherche : *enquête 1-2-3*, modules sur la gouvernance et la démocratie), cette relecture de l'histoire nous a alors permis de proposer un cadre général d'interprétation du fonctionnement de la société malgache, dont on ne retracera ici que quelques éléments.

Cette analyse critique et orientée s'est employée à mettre en exergue les grandes évolutions dans le mode de régulation économique et sociale de l'île au cours de son histoire longue. Des changements significatifs ont eu lieu et on a assisté à l'élargissement progressif du cercle élitair politique et économique : l'institutionnalisation de l'État dès la période précoloniale, l'abolition de l'esclavage et du système statutaire, et le développement de la scolarisation ont permis l'émergence d'une élite méritocratique ; de même, le clientélisme politique ou l'utilisation de la « rente étatique » ont conduit



à l'apparition de nouveaux acteurs politiques ou économiques. Parallèlement, les aspirations démocratiques se sont fait jour et ont pu s'exprimer pour dénoncer les dérives des différents régimes et provoquer leur chute. La sphère du pouvoir n'apparaît donc pas comme étant verrouillée.

Il reste néanmoins que, derrière les discours et les idéologies affichées qui ont pu varier dans le temps, le système et les pratiques au sommet de l'État ont peu évolué. Ni la phase de malgachisation post-indépendance, ni la période socialiste ni celle de l'ajustement structurel et de la libéralisation, ni l'arrivée au pouvoir d'un *self-made-man* issu du monde rural, et encore moins la période dite de transition de 2009 à 2013 et celle qui l'a suivie, caractérisées par une décadence de l'État, n'ont permis de faire valoir le principe d'équité pour réduire les inégalités entre héritiers statutaires et couches populaires, parallèlement à celles entre les régions (particulièrement entre les hautes terres et les régions côtières), et celles entre les zones urbaines et rurales. Que les positions sur l'échiquier social soient héritées des origines sociales ou aient été acquises initialement au mérite dans les quelques cas d'ascension sociale, de manière générale, elles ont été essentiellement utilisées par leurs détenteurs pour mener des stratégies de court terme de contrôle et d'accroissement de leur pouvoir économique ou politique. Aucun régime ne peut se prévaloir d'avoir permis un véritable essor du pays. Par ailleurs, marque de la faible capacité des élites à former des coalitions stables, « tous les chefs d'État qui se sont succédé depuis 1960, ont eu affaire, directement ou indirectement, à une crise politique pour arriver au pouvoir ou/et en partir » (Rabemananoro, 2014). Les dirigeants successifs depuis la 1<sup>re</sup> République sont par ailleurs presque toujours arrivés à la tête de l'État à titre d'homme providentiel, seule alternative envisagée pour mettre fin au régime précédent. Par nature fragile, chaque régime a systématiquement cherché à renforcer son pouvoir en le concentrant, en le personnalisant, et en s'assurant le soutien d'un groupe restreint d'acteurs influents (les nouvelles élites côtières, les cadres du parti, les représentants des Églises, etc.). Enfermé dans une logique de court terme, aucun n'a cherché l'appui de la grande masse en cherchant à répondre aux aspirations populaires. Au contraire, l'oubli et l'exclusion de cette grande majorité, essentiellement rurale, ont été une constante de l'histoire malgache. Pourtant, ce sont les mécontentements accumulés qui, à chaque fois, ont conduit à des mobilisations et au reversement des régimes en place, parfois au service de manipulations politiciennes

Les rentes économiques à Madagascar n'ont jamais été de grande ampleur, limitées par nature ou faute de stratégie pour favoriser leur extension. Toutefois, à l'échelle d'un pays où prédomine la pauvreté, et étant distribuées entre un nombre très restreint d'acteurs, héritiers ou initiés, ces rentes représentent de véritables aubaines et sont source de fortes inégalités. Parmi ces rentes figure la possession de terrains et d'autres valeurs immobilières. L'économie de traite (café, vanille, girofle, thé), qui s'est développée au temps de la colonisation, a connu une période de succès suivie de stagnation, voire de déclin, dans les années 1980 et 1990, faute de politique d'accompagnement adaptée et face à la concurrence internationale. La nationalisation d'entreprises étrangères (dans les années 1970) et, par la suite, les privatisations (dans les années 1980 et 1990) ont permis en revanche l'émergence d'un petit nombre d'entrepreneurs nationaux aux côtés des minorités *karana* et *zanatany*. Durant cette période, les plus proches du pouvoir, mieux informés, ont également cherché à profiter des opportunités créées par la libéralisation du commerce, les possibilités d'exonérations, les subventions, et les grands investissements publics détournés de façon plus ou moins licites. Malgré la taille limitée du marché intérieur, la distribution de produits de grande consommation constitue également un secteur rémunérateur, où les *Karana* sont très présents. Le développement de la zone franche d'exportation à partir de la fin des années 1990 attire plus particulièrement les investisseurs étrangers. Les nationaux sont en faible nombre dans ce secteur, l'accès au marché international très concurrentiel étant difficile, réservé à ceux qui ont un réseau à l'extérieur. Mais les rentes les plus facilement accessibles sont celles résultant de l'aide extérieure, qui peuvent être captées à travers différents contrats ou marchés publics (travaux publics, appuis à différentes institutions, etc.). L'apparition des nouvelles rentes minières, au côté du commerce illicite de bois précieux, au cours des années 2000 pourrait constituer un tournant compte tenu des montants en jeu, incommensurablement plus élevés comparés à ceux extraits des rentes précédemment citées, et potentiellement sources de déstabilisation ou de conflit majeur. Finalement, les rentes à Madagascar ont surtout été constituées d'opportunités ou bénéfices

tirés ponctuellement (ou sur une courte période) de positions privilégiées héritées ou acquises au sein ou en liaison avec les sphères du pouvoir. De fait, ces rentes sont inaccessibles aux personnes extérieures au pouvoir. L'accès et le contrôle se font par ailleurs dans le cadre de stratégies individuelles ou familiales et non de groupes

### *Les facteurs structurels de la trajectoire malgache*

La société malgache est historiquement extrêmement hiérarchisée, distinguant et classant à l'infini les individus selon un ordre inégalitaire hérité et dont la symbolique se maintient au fil du temps, en dépit des transformations politico-sociales du pays. Vus sous cet angle, les rapports sociaux peuvent être décrits comme reposant sur une violence symbolique qui maintient la domination dans le temps d'un petit groupe d'individus sur la grande masse de la population. Ils se caractérisent aussi par la peur du déclassement à tous les échelons de la hiérarchie sociale. Cela conduit notamment une majorité des membres de la classe moyenne et supérieure à redouter entre tout le désordre social. À cela s'ajoute l'atomisation de la population qui joue de façon déterminante sur le fonctionnement de la société. La faible densité de population, l'éloignement des villages les uns des autres, l'exode rural limité et, plus généralement, une migration interne structurellement faible, sont autant de caractéristiques spécifiques à Madagascar impliquant une faible capacité des populations à se mobiliser.

L'inertie sociale est encore renforcée par l'atrophie des corps intermédiaires formels ou informels, chaînon vertical manquant entre le Président et la population. Ni les autorités locales, ni les partis politiques, ni les organisations de la société civile n'ont en effet de véritable capacité d'action sur la société. Ne pouvant se prévaloir d'être représentatifs des populations, ils ont peu d'influence. De façon concomitante, du fait de leur faible poids, ces dernières n'éprouvent pas le besoin de les solliciter. Cette faiblesse est d'autant plus problématique qu'elle n'est pas compensée par la présence de structures de médiation organisées autour de chefs traditionnels comme ailleurs sur le continent. La personnalisation du pouvoir, la "présidentialisation à outrance" font alors que le Président est seul face à la population.

Ce phénomène est amplifié par la subsistance d'une théologie politique traditionnelle accordant un caractère providentiel au *Fanjakana* (l'Etat) et un statut de *Raiamandreny* (père et mère de ses sujets, à qui on doit le respect) à ceux qui l'incarnent. Le rôle historique du religieux et des Eglises renforce cette théologie politique, en conférant au Président, incarnation ultime du pouvoir séculier, une dimension symbolique et quasi divine. Les Malgaches (comparés aux citoyens d'autres pays africains) semblent ainsi avoir faiblement intégré l'idée que l'État devrait être redevable de ses actions. Pourtant, parallèlement, les Malgaches se révèlent être les plus convaincus du rôle citoyen qu'ils doivent jouer pour contrôler que le Président ou leurs représentants à l'Assemblée Nationale assurent au mieux leurs fonctions. Cette contradiction met en évidence les difficultés de la population malgache à se positionner dans le processus en cours : entre tradition et modernité, la population se trouve tiraillée entre le passé (respect du *Fanjakana*) et ses aspirations démocratiques (demande de pouvoir et contrôle des citoyens).

Le tabou de la violence politique favorise enfin le maintien du système. La violence politique apparaît en effet singulièrement limitée dans l'histoire malgache depuis son indépendance. Les conflits ont plutôt été de faible intensité et n'ont jamais dégénéré en tueries de grande ampleur. Tout se passe ainsi comme si la violence n'était pas ou ne pouvait pas être une ressource stratégique légitime dans le jeu politique malgache. Mais de façon paradoxale, cette faiblesse de la violence est également source d'instabilité. C'est souvent l'usage même de la violence par le pouvoir en place qui précipite son remplacement ([Razafindrakoto et al., 2018b](#)).

Il résulte de ces éléments une coupure abyssale entre les élites et la population. Dans les grandes villes, un tout petit groupe de privilégiés bénéficie de conditions de vie qui les rapprochent des citoyens des pays développés (les "élites globalisées") alors qu'une immense majorité de la population

vit à un niveau de subsistance et reste enfermée dans des trappes de pauvreté. Les rentes économiques (cultures d'exportation, commerce, nationalisations d'entreprise dans les années 1970, privatisations dans les années 1980 et 1990, aide et financement extérieurs sur toute la période) même si elles n'ont jamais été à Madagascar d'aussi grande ampleur que dans d'autres pays du continent, sont distribuées entre un nombre très restreint d'acteurs, héritiers ou initiés et sont source de fortes inégalités.

La fragmentation sociale est aussi un facteur de l'instabilité politique chronique. Madagascar se caractérise d'une part par l'absence de coalitions stables et durables entre élites. Les principes de différenciation et de classement sont très prégnants au sein même des élites, ce qui explique qu'il existe plus des familles, parfois élargies en clans, que des organisations. Les élites apparaissent ainsi très individualisées, donc elles-mêmes atomisées. Ce n'est que lorsqu'un petit groupe autour du clan présidentiel obtient un pouvoir excessif, que se constituent des alliances temporaires. Comme elles résultent de négociations n'engageant que des individus, elles ne sont pas inclusives, n'engagent pas la crédibilité d'organisations et ne sont donc pas pérennes. Cette faiblesse explique en partie l'instabilité du pays. L'accès au pouvoir politique constituant la source la plus importante des rentes, il est particulièrement convoité. Dans ce contexte, il est dès lors relativement facile pour une individualité aux caractéristiques particulières (ancrage traditionnel, charisme, richesse, ...) de le conquérir. En fait, sachant qu'aucun groupe, aucune organisation (formelle ou informelle) n'a le monopole de la violence, ni ne peut se prévaloir d'un pouvoir de violence conséquent pour constituer des forces coercitives, il est facile de déstabiliser le régime en place avec des manifestations et "quelques vies sacrifiées".

La piètre attention accordée aux populations et la fragilité des liens clientélistes ne permettent pas aux hommes au pouvoir de bénéficier d'un large soutien populaire. Les paysans malgaches et bien des travailleurs du secteur informel ne sont en effet véritablement « capturés » ni par le système politique ni par le système économique. Quelles que soient les périodes, l'insatisfaction de la population est toujours en toile de fond. Les importantes mobilisations populaires de 1972, 1991, 2002 et à la marge 2009, qui sont au cœur des basculements politiques en témoignent. Ainsi, même dans un pays où les inégalités de pouvoir sont colossales et où les citoyens ordinaires sont loin de disposer de moyens d'agir (éducation, information, représentation, *voice*, etc.) équivalents à ceux de leurs congénères des pays développés, la population compte. À chaque fois, c'est le décalage croissant entre d'une part les aspirations nouvelles suscitées par la croissance économique et/ou l'ouverture politique et d'autre part les réalisations concrètes qui provoquent ces explosions de mécontentement.

Les facteurs externes constituent un dernier élément explicatif de l'instabilité politique de long terme. L'action effective et persistante des bailleurs de fonds dans le sens de l'affaiblissement de l'État du début des années 1980 et 2000 a été désastreuse. Cette pression associée à la faible capacité des populations à exiger que leur soient rendus des comptes a contribué à une déliquescence progressive et une perte de légitimité des institutions (notamment publiques), soulignée par les enquêtes : parmi les pays où les mêmes questions ont été posées, Madagascar est celui où la légitimité des institutions (justice, police, administration fiscale) apparaît la plus faible. Cette situation est d'autant plus problématique, qu'à la différence d'autres pays d'Afrique, où les relations verticales de patronage s'organisent autour de facteurs structurants comme l'ethnicité, à Madagascar c'est le *Fanjakana* qui historiquement a joué le rôle de ciment du tenir ensemble entre les différents niveaux de la hiérarchie sociale. À son délitement ne s'est substitué aucun principe organique alternatif, susceptible d'endiguer les pressions à l'accroissement de l'entropie sociétale (anarchie, anomie).

### **3. Mobiliser et mettre en œuvre des enquêtes originales sur des acteurs clés du développement de Madagascar**



D'une façon générale, ce programme se propose, autant que faire se peut, de mobiliser au mieux les ressources empiriques existantes portant sur les acteurs sociaux, notamment la population et les élites. Ce recours original à des enquêtes statistiques, élaborées dans la plupart des cas à notre instigation, présente un double avantage. À la différence des données agrégées, ces dernières sont représentatives et fiables. Elles autorisent des désagréments, des analyses plus fines, bref un retour des acteurs « en chair et en os », qui *in fine* sont les véritables agents agissant cachés derrière les concepts d'institutions, d'organisations, etc. Elles permettent également de réintroduire sur scène les citoyens ordinaires comme acteurs à part entière.

Certaines de ces enquêtes, conçues avant le programme, peuvent et ont pu faire l'objet d'analyses secondaires. On peut citer les *enquêtes 1-2-3* et les différents modules qui leur ont été associés au cours du temps (modules *gouvernance et démocratie*, modules *crise*, module *Santé, inégalité et ruptures sociales*, ...). Il en est de même pour les enquêtes *Afrobaromètre*. D'autres ont été développées spécifiquement dans le cadre de ce programme. C'est le cas de l'enquête *Pouvoir et Citoyen* de 2015 portant sur les conceptions et le rapport au pouvoir des citoyens malgaches, de l'enquête *Elimad* portant sur les élites malgaches ou de l'enquête *Citmad* qui en constitue le « miroir » permettant de mettre en regard les perceptions et valeurs des élites avec celles des citoyens « ordinaires ».

Une dernière enquête, composée d'un double volet, est, elle, encore en cours d'élaboration. Il s'agit d'une enquête portant sur les membres de la diaspora malgache et sur les associations diasporiques. Les caractéristiques de ces acteurs basés à l'extérieur du territoire national conduisent à s'interroger sur leur influence effective ou potentielle sur la trajectoire du pays. En effet, l'analyse des sources existantes sur les migrants originaires de Madagascar révèle qu'il s'agit de la première diaspora d'Afrique subsaharienne en France. Elle se distingue par sa féminisation, par un haut niveau d'éducation et par son exceptionnelle intégration sociale et géographique. Elle est par exemple mieux répartie sur le territoire, tandis que le taux de naturalisation française est beaucoup plus élevé relativement aux autres migrants. Ces caractéristiques expliquent sans doute sa faible visibilité ([Razafindrakoto, 2017b](#)).

Nous ne présenterons ici que l'enquête auprès des élites (*Elimad*). La question des élites est au cœur de nombreuses approches d'économie politique, et plus largement de tous les travaux portant sur les institutions et les organisations. Pourtant, la fréquence des recherches où le concept d'élites est mobilisé est inversement proportionnelle au matériau empirique dont elles disposent à leur sujet.

L'enquête *Elimad* ambitionne de répondre à ce manque à Madagascar en saisissant les élites du pays dans leur diversité et leur globalité. Elle repose pour cela sur une définition fonctionnelle des élites comme l'ensemble de ceux qui occupent ou ont occupé les positions les plus élevées dans leur branche ou secteur et qui, à ce titre ont, ont eu, ou pourraient avoir un pouvoir de décision ou d'influence, dans leur domaine spécifique mais aussi, en raison de l'interdépendance (matérielle et/ou symbolique) des domaines, sur l'ensemble de la société. L'idée de l'enquête est ainsi de partir des positions occupées par les individus pour cerner le monde des élites.

Dans la lignée de l'approche d'économie politique présentée plus haut, nous avons donc choisi de repérer plus précisément les élites à partir de leur position dans les institutions qui fixent « les règles du jeu » social. Ces institutions se rattachent à Madagascar comme ailleurs à neuf sphères de pouvoir : le gouvernement, les fonctions électives (formelles et informelles telles les chefferies traditionnelles), les partis politiques, les institutions publiques, les *corps habillés*, les grandes entreprises, les organisations de la société civile, les groupements religieux et les organismes internationaux. Le champ de l'enquête *Elimad* est donc constitué de l'ensemble des personnes qui y occupent ou ont occupé (au moins) les plus hautes fonctions, ensemble au sein duquel il nous fallait tirer un échantillon.

Le tirage de l'échantillon s'est appuyé sur les méthodes de sondage « boule de neige » tout en essayant d'en limiter les biais. Ces méthodes d'échantillonnage non-probabilistes ont été souvent employées pour faire des études sur des populations non recensées et difficiles à joindre comme par exemple les toxicomanes (Johnston et Sabin, 2010). En complément, nous avons essayé de constituer en cours d'enquête une base de sondage des élites, ce qui nous a permis de redresser notre échantillon à mi-parcours. Pour réaliser cette base de sondage, de nombreuses sources ont été utilisées telles que le Journal officiel, les différents annuaires et registres officiels, des sites internet, la presse, des entretiens directs, etc. Cette base de sondage est bien sûr imparfaite, mais elle constitue une première approximation raisonnable de l'univers élitare

Obtenir un échantillon représentatif n'est cependant pas la seule difficulté à résoudre quand on veut procéder à une enquête auprès des élites. Le champ de l'enquête *Elimad* couvrant l'hyper-élite (estimé à moins de 0,1% de la population) il est bien moins facile d'interroger des personnes occupant une position sociale élevée que des personnes situées en bas de la hiérarchie sociale. Pour toutes sortes de raisons (manque de temps, méfiance, effets de domination), les premières sont enclines à ne pas se prêter au jeu ou à s'y prêter en tentant d'en modifier les règles quand les secondes se montrent souvent plus disponibles (pour des raisons exactement inverses). La réalisation d'une enquête quantitative auprès des élites malgaches se heurte tout particulièrement à ces difficultés. La quantité importante d'informations que nous voulions recueillir ainsi que leur nature « sensible » rendaient le questionnaire particulièrement intrusif et nécessitait qu'un temps très long (souvent près de deux heures) soit consacré à l'enquêteur par l'enquêté. La probabilité qu'un membre des élites accepte de répondre, même partiellement, à ces questions pourrait ainsi sembler de prime abord très faible. La stratégie d'enquête que nous avons adoptée et améliorée au fur et à mesure des retours d'expérience nous a cependant permis de minimiser le nombre de refus et d'enquêtes incomplètes et d'atteindre, en près de deux ans, l'échantillon fixé de 1 000 personnes.

Celle-ci a consisté d'abord à recruter, dans notre entourage, par le bouche à oreille, mais aussi en passant des annonces dans les journaux, une cinquantaine d'enquêteurs, sélectionnés en fonction des positions sociales supérieures qu'ils occupaient dans la société malgache et de leur réseau social. Proches ou appartenant eux-mêmes au monde des élites, ceux que nous avons appelés « super-enquêteurs » avaient ainsi une voie d'accès privilégiée aux personnes à enquêter. Elle a aussi reposé sur une grande latitude donnée aux enquêteurs pour établir une relation de confiance propre à libérer la parole et pour aborder, dans le sens qu'ils voulaient, les différentes parties de l'enquête. Les sessions de formation des enquêteurs, lors desquelles le questionnaire leur était présenté, ont aussi été consacrées à une préparation à l'entretien leur exposant quelques « ficelles du métier » tirées des expériences précédentes d'enquête auprès des élites (Cohen, 1999 ; Dexter, 2006 ; Genieys, 2011), et en les mettant en situation fictive de passation. Enfin, nous avons mis en jeu notre crédibilité comme garantie de l'intérêt de l'enquête et de la confidentialité des données. Cette crédibilité a été établie grâce à un partenariat de longue date avec des institutions malgaches, la pertinence reconnue des analyses menées sur les principaux enjeux de société, et la diffusion systématique des résultats auprès d'un large public.

Au bout du compte, très peu de refus ont été opposés, et les questionnaires ont pu être quasiment tous intégralement remplis. Cette enquête constitue ainsi une source inédite (à l'échelle de Madagascar mais aussi à une échelle plus large), d'informations sur le monde des élites, qu'il s'agisse de leurs caractéristiques socio-démographiques, de leurs trajectoires élitaires, de leurs réseaux ou encore de leurs valeurs. Elle nous a d'ores et déjà permis de dresser les contours d'une sociographie des élites ([Razafindrakoto et al., 2017a](#)) et de soutenir une partie des analyses d'économie politique précédentes. Cette première exploitation est cependant loin d'avoir épuisé les possibilités offertes par la qualité et la richesse des données. Linda Rua, doctorante de Dial sous notre encadrement, a par exemple choisi de réaliser sa thèse d'économie des réseaux (soutenance en 2019) à partir des données de l'enquête *Elimad*. Et nous en poursuivons nous-même de notre côté l'exploitation. L'ensemble des analyses

issues de l'enquête constituera le cœur du dernier opus du *Quatuor de la Grande Île*, un projet éditorial ambitieux qui comprend quatre ouvrages sur la trajectoire de Madagascar et les crises socio-politiques récurrentes qui la ponctuent et dont trois volumes sont déjà parus (Razafindrakoto *et al.*, [2014a](#), [2017a](#) & [2018a](#)).

**Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Jean-Michel Wachsberger**

Références et principales publications du programme

Cohen S. (dir.), 1999, *L'art d'interviewer les dirigeants*, PUF, 277 p.

D'Hoore A., 2018, « Crises et économie à Madagascar, 1960-2010. Cinquante ans de pas et faux pas macroéconomiques », in Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. (éds.) (2018a), p.43-74

Dexter L. A., 2006, *Elite and Specialized Interviewing*, ECPR Press, 172 p.

Easterly W., Levine R., 1997 – Africa's Growth Tragedy: Policies, and Ethnic Divisions. *Quarterly Journal of Economics*, 111(4) : 1203-1250.

Genieys W., 2011, *Sociologie politique des élites*, Armand Colin, 368 p.

Jerven Morten, 2015, *Africa: Why Economists Get It Wrong*, Londres, Zed Books.

Jerven M., 2010 – The relativity of poverty and income : how reliable are African economic statistics. *African Affairs*, 109(434) : 77-96.

Jerven M., 2011 – Counting the Bottom Billion. Measuring the wealth and progress of African economies. *World Economics*, 12(4) : 35-52.

Johnston L. G., Sabin K., 2010, « Échantillonnage déterminé selon les répondants pour les populations difficiles à joindre », *Methodological Innovations Online* n°5(2), p. 38-48

Naudet J.-D., Rua L., 2018, « Madagascar : la spirale de l'échec public », in Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. (éds.) (2018a), p.75-100

North D., Wallis J., Webb S., Weingast B., éds, 2012, *In the shadow of Violence. Politics, Economics, and the Problem of Development*. Cambridge et New York, Cambridge University Press, 365 p.

North D., Wallis J., Weingast B., 2009, *Violence and Social Orders. A Conceptual Framework for Interpreting Recorded Human History*. Cambridge, Cambridge University Press, 327 p.

Rabemananoro E., 2014, « Le drame des 'investissements irréversibles' à Madagascar », in *Madagascar, anatomie d'un état de crise*, numéro spécial d'*Afrique Contemporaine*, 2014-3, pp.51-67.

Razafindrakoto M., Razafindratsima N., Razakamanana N., Roubaud F. (2017b), « [La diaspora malagasy en France et dans le monde : une communauté invisible ?](#) », Document de travail DIAL (DT/2017-18), Paris : Dial.

- Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.M. (2014b), « [Élites, pouvoir et régulation à Madagascar](#) », *Afrique contemporaine*, n° 251, pp. 25-50.
- Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.M. (2015), « [Madagascar. L'île mystérieuse](#) », *Canadian Journal of Development Studies*, volume 36, n°3, p.397-415.
- Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. (2017a), [L'énigme et le paradoxe : économie politique de Madagascar](#), IRD/AFD Éditions, Paris et Marseille, 283 p.
- Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.M. (dir) (2014a), « [Madagascar : anatomie d'un état de crise](#) », numéro spécial *Afrique contemporaine*, n° 251, 193 p.
- Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. (éds.) (2018a), [Madagascar d'une crise l'autre : ruptures et continuité](#), Karthala/ IRD, Paris et Marseille, 384 p.
- Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M., (2016), [Étude sur les perceptions et attentes citoyennes concernant l'exercice du pouvoir à Madagascar](#). Paris et Bruxelles, Collateral Creations et Katsaka Manga France, 58 p.
- Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.M., (2018b), « [Violence et ordre politique à Madagascar : grille de lecture d'un double paradoxe](#) », in Razafindrakoto et alii, op. cit., chapitre 14, pp. 329-359.
- Sanchez S., 2018, « De l'État royal à l'État colonial à Madagascar : ruptures et continuités des politiques économiques (fin XIXe- début XXe siècle) », in Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. (éds.) (2018a), p.101-126
- Wachsberger J.M., (2010), [DIAL et Madagascar : le poids de l'histoire](#), *Dialogue, la lettre d'information de DIAL*, n°30, Avril 2010, Paris.